



Aix-Luynes, le 26 novembre 2019

Vendredi 22 novembre, à l'issue du Comité Technique (CT), **FORCE OUVRIÈRE** a été basement dénigré par les membres du bureau local UFAP-UNSa sur un tract « Licence sportive, c'est fini !!! ».

Il faut savoir que ce financement est seulement accordé sur les licences dont le club sportif est affilié à la Fédération Française, cela **ne concerne pas les salles de musculation et les salles de sport**.

L'administration a présenté devant le comité un état des lieux des demandes de financement sur l'année 2019 et malheureusement seulement 17 actions de financement ont été demandés (4 sont en cours d'examen).

FORCE OUVRIÈRE déplore que seul 13 agents aient bénéficié d'une aide financière, alors que notre établissement compte 591 agents. Pour ne pas perdre cette somme alloué par la Direction Interrégional des Services Pénitentiaires (DISP) de Marseille, les membres **FO** ont été d'avis de voter le PLF « sans » la prise en compte du financement des licences sportives pour augmenter le financement des formations « **cohésion d'équipe** » qui bénéficiera à **70 agents de plus que prévus**.

De plus, chaque année il est demandé aux organisations syndicales de se positionner,

**CE N'EST DONC PAS UNE FIN !!!
QUEL CHARLATANISME !!!**



FORCE OUVRIÈRE a été critiqué et accusé d'aller dans le sens de l'administration, quel **BONIMENT** dont le seul but est de faire oublier le fait d'avoir tiré une profession vers le bas avec un plan de requalification qui bénéficie principalement aux Directeurs des Services Pénitentiaires (DSP), à une partie des officiers et des premiers surveillants...et pour les plus de 26 000 surveillants et brigadiers ?!!

QUE NENNI ... RIEN !!!

Et que dire des surveillants qui ne pourront pas avoir accès à la mobilité car ils n'ont pas encore deux ans d'affectation sur l'établissement à la prochaine Commission Administrative Paritaire (CAP) et qui se trouve bloqué sur l'établissement ...

MERCI QUI ?!!

Et pour terminer, nos diffamateurs décrochent le pompon, en demandant, lors de ce CT, **DES SANCTIONS CONTRE LES AGENTS** qui ne préviendraient pas le service ou les chefs de postes de leurs absences, dès le matin.

Il est donc fondamental pour ce bureau de cacher leurs énormes erreurs en diffusant des **FAKE NEWS**.

FORCE OUVRIÈRE Pénitentiaire déplore la diffusion d'informations trompeuses ou erronées à l'encontre de notre organisation, ainsi que la demande de sanction à l'encontre des agents.

Quant à **FORCE OUVRIÈRE**, nous **DÉFENDRONS LE DROIT DE CHAQUE AGENT !!!**

Le bureau local